



# COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE

## Quarante-deuxième session

«Sécurité alimentaire et nutrition – faire la différence»

Rome (Italie), 12-15 octobre 2015

## DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DU FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE (FIDA)

Mesdames et Messieurs les délégués,  
Chers collègues,  
Mesdames et Messieurs,

Je sais que chaque réunion annuelle du Comité de la sécurité alimentaire mondiale est importante, mais la session de cette année revêt une importance particulière.

Le mois dernier, l'ONU a approuvé le Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui ouvre une nouvelle voie pour parvenir au développement durable. Je pense que ce programme représente une formidable opportunité pour les activités du présent Comité.

En effet, il marque une volonté renouvelée, au niveau mondial, de s'engager en faveur du développement durable et contribue ainsi à mieux faire connaître l'importance de l'agriculture, non seulement pour les pays en développement mais aussi pour le monde entier.

Le programme met également en lumière les grands axes de votre travail que sont l'élimination de la faim, l'amélioration de la nutrition et l'aide apportée à la petite agriculture pour exprimer son potentiel.

Pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030, il faudra modifier en profondeur le secteur agricole et les systèmes alimentaires à tous les niveaux.

Nous avons pour cela besoin d'approches nouvelles en matière de production, de transformation, de distribution et de consommation.

*Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement.*

*Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org).*



mp044

Nous avons également besoin de nouveaux investissements, de nouvelles technologies, de nouvelles compétences et de nouveaux partenariats.

Nous avons enfin besoin de politiques et de solutions institutionnelles pour répondre aux enjeux nouveaux qui se présentent dans des domaines très divers:

- des normes de qualité sur les marchés alimentaires modernes aux chaînes de valeur plus ouvertes;
- de l'adaptation au changement climatique à l'impact nutritionnel de l'agriculture;
- et des systèmes alimentaires ruraux-urbains intégrés à la réduction des pertes et gaspillages de nourriture.

Mais nous ne saurions réaliser ce vaste programme sans l'aide avisée de ceux qui connaissent le mieux ces questions: les pauvres, hommes et femmes, des zones rurales, les jeunes ruraux, les petits exploitants et tous les autres opérateurs des chaînes de valeur alimentaires.

Mais revenons au Comité de la sécurité alimentaire mondiale.

Le CSA est dans une position idéale pour promouvoir le débat politique multipartite

et dispose déjà d'instruments importants pour orienter cette activité. Je pense en particulier aux Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, et aux Principes du CSA pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires.

Dans les années à venir, le CSA peut s'appuyer sur ces outils et étendre leur utilisation, et plus ils seront utilisés, plus de nouvelles connaissances et de nouveaux enseignements pourront être mis en commun. Dans ce domaine également, le Comité peut continuer de jouer un rôle déterminant.

Rappelons par ailleurs que les trois quarts des personnes les plus pauvres et souffrant de la faim dans le monde vivent dans des zones rurales. N'oublions pas non plus nos jeunes, hommes et femmes, dont les perspectives d'emploi ne sont guère encourageantes. On estime en effet que dans les pays en développement, près de 600 millions de jeunes seront en concurrence pour environ 200 millions d'emplois durant la prochaine décennie.

C'est pourquoi je me félicite que cette réunion accorde une attention particulière à la jeunesse et à la notion de crises prolongées et de résilience.

En effet, de nombreux jeunes rejoignent les villes à la recherche d'une vie meilleure. Il nous faut donc mieux comprendre leurs aspirations et collaborer avec eux afin de créer davantage de possibilités d'emploi localement.

En redoublant d'efforts pour canaliser l'énergie et l'ambition des jeunes, nous aiderons les communautés rurales à renforcer leur capacité de résistance, même dans le contexte du changement climatique.

Mesdames et Messieurs,

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 offre à tous les membres de la communauté du développement une nouvelle voie à suivre. Nous devons saisir cette occasion pour faire des progrès concrets, parce que la voie que nous suivons actuellement n'est plus désormais suffisante.